

La crise du financement agricole en zone cotonnière du Mali

BIM n° - 10 mars 2009
Abou SALL ; Sarah MARSAN

Plus que jamais en ces temps de crise alimentaire et d'interrogation sur les potentialités de développement des agricultures familiales, la question du financement de l'agriculture est au cœur des débats dans les pays du Sud.

A la suite du colloque Farm¹ tenu en décembre 2007 sur cette question, l'Iram² et l'IRC Supagro³ ont choisi d'approfondir l'analyse à travers deux études de situations critiques en matière de financement de l'agriculture : la zone cotonnière et la zone Office du Niger au Mali. En zone cotonnière, l'étude a été réalisée avec l'AOPP⁴ et la SNV⁵, avec l'appui d'un bureau d'études local (Finité Consult). L'étude s'inscrit dans une perspective d'appui à la démarche de plaidoyer pour un financement alternatif portée par l'AOPP et ses partenaires techniques et financiers, dont Oxfam⁶ et la SNV. En zone Office du Niger, l'étude a été réalisée en partenariat avec la Fédération des centres de prestations de service Faranfasi So.

Ces deux études ont été réalisées par Abou Sall et Sarah Marsan, encadrés par F. Doligez et B. Wampfler, dans le cadre de leur mémoire de fin d'étude à l'IRC de Montpellier SupAgro.

Dans le BIM d'aujourd'hui, A. Sall et S. Marsan présentent les résultats de l'étude en zone cotonnière. Un prochain BIM présentera les résultats de l'étude menée en zone Office du Niger.

Éléments de contexte

Un changement de paradigme des politiques publiques agricoles

Après les indépendances, le Mali a développé une politique agricole marquée par une forte intervention de l'Etat, et une concentration sur l'agriculture d'exportation, dont le coton était la locomotive. Dans ce modèle, le crédit, fourni par l'Etat à travers des banques publiques et

¹ Fondation pour la ruralité et l'agriculture dans le monde

² Institut de Recherche et d'Application des méthodes de développement

³ Institut des régions chaudes de Montpellier SupAgro ex centre national d'études agronomiques des régions chaudes CNEARC.

⁴ Association malienne des organisations professionnelles paysannes

⁵ Organisation néerlandaise de développement

⁶ Oxford Committee for Famine Relief

des sociétés de développement, était ciblé sur des cultures d'exportation à travers des filières intégrées et fortement encadrées par ces sociétés.

Au début des années 80, ce modèle a été remis en cause par les politiques d'ajustement structurel, prônant la libéralisation, la privatisation et le désengagement de l'Etat. Dans le secteur financier, ces politiques vont entraîner la fermeture de nombreuses banques publiques et l'avènement de la microfinance. Celle-ci se consolide, se structure et se diversifie à partir des années 1990 au Mali. Elle se développe en milieu rural sous diverses formes et réussit à financer certains segments de l'agriculture (riziculture à l'Office du Niger, embouche...).

Au fil des années 90, avec l'accroissement des inégalités et l'augmentation de la pauvreté, les politiques d'ajustement structurel, prônant le tout marché, sont à leur tour mises en cause et l'Etat est peu à peu réhabilité dans un rôle de correction des défaillances de marché. En matière de financement rural et agricole, la légitimité d'intervention de l'Etat est progressivement reconnue en matière de régulation juridique et de contrôle du secteur. Aujourd'hui la question du rôle de l'Etat en matière d'orientation et de soutien du secteur pour une meilleure inclusion financière, est posée (WAMPFLER, 2008).

Situation du financement en zone cotonnière

Le développement agricole du Mali a longtemps reposé sur le « système coton », les revenus liés au coton permettant de financer les cultures vivrières et des investissements collectifs.

Le « système coton » connaît aujourd'hui une forte crise qui est la résultante de plusieurs éléments : chute du cours du coton sur le plan mondial, mais également la baisse des rendements (imputés à la qualité des semences et des engrais, la dégradation des terres, les pluies déficitaires, etc.), et les problèmes d'organisation de la filière, etc.

Les prix aux producteurs ont connu une baisse sévère depuis plusieurs années ; les charges de production ont augmenté, notamment du fait de l'arrêt des subventions de l'engrais depuis la campagne 2008/2009, alors même que les prix de l'engrais sont très élevés sur le marché mondial. Ces effets cumulés sur plusieurs années, ont abouti à une baisse des revenus des producteurs, et à des situations de surendettement des ménages qui sont obligés de décapitaliser, en vendant leurs équipements et leurs animaux.

L'accès des producteurs aux services financiers est devenu plus difficile, du fait du désengagement de la CMDT, qui assurait auparavant la fourniture de crédit ; aucune institution financière n'a pris le relais, notamment pour la fourniture de crédit d'équipement.

Dans ce contexte, les institutions financières, banques et microfinance, font face à une demande de crédit de plus en plus importante et diversifiée, portant surtout sur le financement de l'équipement agricole et le financement des activités agricoles et non agricoles alternatives au coton. Ces dernières connaissent une croissance tendancielle, mais qui s'accélère du fait de l'abandon du coton par les exploitations.

Les organisations professionnelles agricoles tentent de jouer un rôle d'interface entre agriculteurs et institutions financières, notamment par l'action de plaider en cours en zone cotonnière.

Une double entrée exploitations agricoles et organisations pour avoir une vision globale de la situation

L'étude a abordé la question du financement sous deux angles : l'évolution de l'accès des ménages agricoles aux services financiers ; le rôle des organisations agricoles dans l'accès aux services financiers.

Pour analyser les besoins et contraintes au niveau des exploitations agricoles et des ménages, nous avons utilisé une approche systémique qui permet d'appréhender la globalité des systèmes d'activité mis en œuvre par les membres d'une famille, mais aussi les relations intra familiales (en particulier les relations monétaires), ainsi que les facteurs de perturbation et d'évolution des différents systèmes.

De la même manière, les entretiens menés auprès des organisations professionnelles agricoles et des institutions financières ont permis d'analyser les jeux d'acteurs autour de la question de l'accès aux services financiers.

Résultats

Evolution de l'accès des ménages agricoles au crédit

L'étude a été conduite auprès d'un échantillon 65 exploitations agricoles, construit sur la base des typologies définies en 2000 par l'étude de Dufumier (2005)⁷ :

- ▷ Les exploitations « manuelles pures », sont des familles mononucléaires issues de scissions ou récemment arrivées dans la zone, sans dotation d'équipements de traction animale
- ▷ Les familles « manuelles avec location de bœufs » peuvent être issues de scission, migrantes ou souvent en voie de décapitalisation. Elles possèdent un équipement incomplet, généralement une charrue et doivent louer ou emprunter des bœufs souvent après la date optimale de semis, ce qui leur donne de moins bons rendements que les familles manuelles peu équipées. Ces familles se différencient peu de la catégorie précédente.
- ▷ Les familles moyennes et les grandes familles très équipées en matériel de traction animale, sont pluri-nucléaires, et mettent en valeur d'importantes surfaces, la principale différence entre elles étant la taille du troupeau bovin et donc la quantité de fumure organique disponible.
- ▷ Enfin, les familles peules sédentarisées sont plus tournées vers l'élevage mais cultivent généralement de quoi assurer les besoins de la famille et une partie de ceux du troupeau avec les fanes d'arachide et de niébé.

Notre étude montre que les types « exploitations manuelles pures », « grandes familles très équipées », « familles intermédiaires très équipées » et « exploitations Peules sédentarisées » n'ont pas été significativement affectées par la crise cotonnière. Cela ne signifie pas bien sûr que ces exploitations n'ont pas subi la crise du coton mais confirme plutôt le fait que ces catégories étaient moins dépendantes du seul coton. Les exploitations les plus affectées sont les exploitations intermédiaires qui sont les plus dépendantes du coton, notamment pour l'accès aux intrants.

⁷ DUFUMIER M., 2005. Etude des systèmes agraires et typologie des systèmes de production agricole dans la région cotonnière du Mali. Rapport. INA-PG, décembre 2005. 83 pages.

Une dépendance par rapport au coton toujours actuelle pour l'accès à l'équipement en matériel et en bovins et qui varie en fonction du « type » concerné.

Les recettes du coton et les crédits gagés sur cette production ont joué un rôle majeur dans l'équipement des exploitations en matériel de traction attelée et en animaux.

Les sources de financement de l'équipement varient selon les types d'exploitations concernées. La source la plus utilisée est constituée par les recettes du coton (44,8 % des exploitations interrogées y ont eu recours), les crédits CMDT ou BNDA gagés sur le coton ont permis à 16,4 % des exploitations de s'équiper. C'est donc plus de la moitié des sources de financement qui sont remises en question (80,6 % des exploitations y ont eu recours) à l'heure actuelle avec la crise du coton qui a suspendu les revenus et les crédits gagés sur cette production.

La principale source d'équipement en bœufs de trait est le gardiennage⁸, qui est particulièrement important chez les exploitations intermédiaires.

Pour les exploitations bien équipées, les bovins ont longtemps constitué un moyen d'épargner l'argent du coton, moyen aujourd'hui remis en question. Au total, plus d'un tiers des bovins (35,8 %) a été financé par le coton ou par les crédits gagés sur cette production.

Une décapitalisation qui a accéléré l'arrêt du coton...

Si 80 % des exploitations enquêtées cultivaient le coton lors de la campagne 2005/2006, elles ne sont que 25 % à le faire en 2008-2009. Les types d'exploitation sous équipés ont abandonné le plus rapidement, ce qui traduit leur plus grande vulnérabilité et leur moindre capacité de résistance.

Sur les trois dernières années, la crise du coton a affecté la plupart des exploitations agricoles mais a frappé de plein fouet celles qui en dépendaient le plus à savoir les exploitations intermédiaires. Ces dernières qui dépendaient des revenus du coton pour les besoins familiaux et pour leur équipement se sont vues obligées de céder une partie de leur équipement, de leur troupeau, et dans certains cas, leurs bœufs de labour, pour faire face aux besoins familiaux (vivres, santé) et sociaux. Ce phénomène de décapitalisation touche également les grandes exploitations équipées mais dans une mesure moindre, ces dernières ayant des marges de manœuvres plus importantes (cultures de diversification, migration, etc.).

Les plus petites exploitations manuelles se retrouvent privées des revenus du coton et confrontées à des déficits céréaliers importants qui poussent certaines d'entre elles à sortir de l'agriculture.

Ce phénomène se retrouve sous d'autres formes au niveau des exploitations intermédiaires et grandes, qui, face à la baisse des revenus du coton et leur incertitude, investissent dans de nouveaux secteurs tels le commerce, l'immobilier (pour ceux qui sont proches des villes) et essaient d'intensifier les autres productions (maraîchage, plantation, etc.).

En zone cotonnière, l'accès au financement est très limité en dehors du « système coton » et ne concerne donc pratiquement que les exploitations les mieux dotées en facteurs de production. L'arrêt massif de la production cotonnière par des exploitants endettés ou n'y trouvant plus

⁸ Le gardiennage est une pratique qui permet en échange de la min d'œuvre d'un jeune sur une campagne de bénéficier d'un veau.

assez d'intérêt entraîne une suspension de l'accès au crédit pour les cultures céréalières. De même, en raison des forts niveaux d'endettement, l'équipement et le rééquipement en traction animale ne sont pratiquement plus financés à l'heure actuelle. Pourtant, l'évolution et la progression des systèmes de production ont été et sont toujours tributaires de l'accès à ces financements. On assiste aujourd'hui à une décapitalisation massive des exploitations les plus vulnérables, les autres étant sérieusement menacées.

Les opportunités de diversification sont liées à la fois à la structure des exploitations (terres et force de travail principalement) mais aussi et surtout à leur localisation et aux possibilités de financement à proximité. Ces financements sont encore très limités et beaucoup d'agriculteurs ne présentent pas les garanties suffisantes pour y avoir accès. Ils se retrouvent donc avec peu d'autres alternatives que celle de partir travailler ailleurs au Mali ou dans les pays limitrophes.

Le rôle des organisations agricoles dans l'accès au crédit

La question de la gestion de la caution solidaire est retenue comme une des difficultés majeures des organisations paysannes. Le système mis en place lors du désengagement de la CMDT a en effet reporté tout le risque lié au crédit sur les paysans, qui sont liés entre eux par des liens de solidarité imposés, à des échelles difficilement gérables (le village au départ). Si la majorité des acteurs tient à réformer ce système, la BNDA, qui assure l'essentiel du crédit de campagne, refuse fermement, puisqu'elle prélève les remboursements des crédits sur le revenu de l'ensemble des producteurs versé par la CMDT sur un compte collectif. Elle refuse donc de se priver d'un tel outil de sécurisation. Un nouveau système de garantie est donc à inventer, dans lequel la caution solidaire ne doit s'appliquer que par choix des exploitants.

La question de la réforme du système financier en zone cotonnière reste donc entière. Sa nécessité semble admise par toutes les parties prenantes mais les modalités de sa mise en œuvre dépendent de plusieurs facteurs. Parmi eux, la place qui sera donnée au coton dans le développement agricole à l'avenir pourra orienter le nouveau système financier vers un financement plus exhaustif des différentes activités ou au contraire renforcer la polarisation autour du seul coton.

Pour ce qui est du financement alternatif, il s'agit de faire en sorte que ceux qui ne produisent pas de coton puissent accéder au crédit. Il faudrait également avoir une appréciation objective de la capacité d'endettement et de remboursement qui est actuellement surévaluée ; les producteurs surévaluent les surfaces emblavées pour avoir plus de crédit et financer les intrants pour d'autres spéculations. Car face à cette crise, les producteurs ont essayé de s'adapter en contournant le système. Ainsi, pour financer les autres spéculations comme les céréales, les producteurs détournent les intrants du coton.

La crise que traverse la filière coton au-delà de celle du financement embrasse plusieurs domaines. Elle nécessite donc une solution globale qui doit englober la résolution des difficultés de production liées à la dégradation des terres, au déficit d'organisation des OP et la construction d'un environnement favorable et sécurisé.

Bibliographie

MARSAN S., SALL A., Diagnostic de la situation du financement de l'agriculture au Mali : étude de cas à l'Office du Niger et en zone cotonnière dans une perspective de dialogue entre l'Etat, les organisations paysannes et les institutions financières. IRC Montpellier SupAgro, Iram, décembre 2008, 116 pages + annexes.

DIWARA M., BENAMOU Y., LEPLAY S., 2006. *Etude de caractérisation des OP, synthèse générale*. AOPP, SNV, septembre 2006. 114 pages.

DOLIGEZ F., DUFUMIER M., 2007. *Trajectoire des Systèmes de Production Agricoles et Diversification des Modes de Financement des Exploitations Familiales dans les Zones Cotonnières Ouest-Africaines : Le Cas du Sud Mali*. International

Conference on Rural Finance Research: *Moving Results into Policies and Practice*. FAO-Fondation Ford-FIDA. Rome, 19-21 mars 2007.

WAMPFLER B., 2008. Cours « Financement rural et agricole ». Master ADR/Formation continue IRC SUPAGRO.

Auteurs : Abou SAL, bousall@yahoo.fr Sarah MARSAN, sarah.marsan@hotmail.fr